



## Déclaration liminaire de la délégation **FO DGFIP 54**



Monsieur le Président,

Ce Comité technique local se tient aujourd'hui dans le cadre du nouveau mandat qui a nous a été confié par les agents de la DGFIP de Meurthe et Moselle à l'issue des élections professionnelles du 4 décembre 2014.

Pour **FO DGFIP 54** à la fois par respect des suffrages de nos collègues, et aussi conformément à notre mandat, il est de notre responsabilité de siéger aujourd'hui dans ce CTL consacré aux suppressions d'emplois 2015, pour y exprimer nos revendications et y dénoncer les contradictions de l'Administration qui mène depuis trop longtemps une politique aveugle lourde de conséquences pour les agents et les services.

Cette année la DGFIP va subir une baisse de son budget de 2.2% et de 2000 suppressions d'emplois, coupes franches qui s'inscrivent directement dans le cadre du pacte de responsabilité (d'austérité) prévoyant 50 milliards d'économie sur plusieurs années afin de financer des dispositions fiscales favorables aux entreprises, notamment le CICE, dispositif dont l'efficacité est très loin d'être avérée.

Rappelons que depuis sa création, la DGFIP aura perdu 13 354 emplois et les services doivent fonctionner en plus avec des budgets en baisse constante. Les agents de la DGFIP ne comprennent pas que d'un côté l'Etat employeur ne leur donne pas les moyens d'exercer correctement leur mission de service public, alors que d'un autre côté l'efficacité de la dépense publique s'agissant du CICE n'est ni contrôlée ni même évaluée.

Dans le même temps, les personnels subissent pour la 5ème année consécutive le gel de leur traitement et la diminution de 50% des possibilités de promotions, preuve que leurs efforts ne sont pas justement reconnus.

Pour **FO DGFIP 54**, il ne suffit pas de déclarer que les succès de la DGFIP reviennent aux agents, mais encore faut-il que l'Administration puisse leur donner des perspectives de déroulement de carrière et de promotion sociale, ce qui actuellement apparaît comme étant de plus en plus compromis pour la plupart d'entre eux.

Dans un tel contexte, l'application en 2015 de 22 nouvelles suppressions d'emplois et de restrictions budgétaires qui aboutiront inévitablement à amplifier encore la dégradation des conditions de travail, est absolument intolérable.

Ces 22 suppressions d'emplois viennent s'ajouter aux 17 de 2014 et à celles de toutes les années précédentes.

Lors de nos nombreuses visites de services, les collègues ont témoigné de leur quotidien professionnel qui revient à tenter désespérément d'accomplir dans l'urgence, et sans aucune lisibilité, leurs missions, avec des conditions morales et matérielles extrêmement dégradées depuis plusieurs années.

Pourtant, ce n'est pas faute de dénoncer, nationalement et localement, qu'il n'y a plus assez d'agents dans les services pour assurer le service public républicain, normalement et sereinement !

Mais rien n'y fait, notre direction générale reste complètement sourde et aveugle à la réalité du terrain, à ce que les agents vivent au quotidien, aux conditions de travail réelles qui sont celles des services et non celles fantasmées de la démarche stratégique.

Car les seules réponses de l'administration pour pallier à la dégradation sans précédent des conditions de travail ont été de réduire les horaires d'ouverture, sans s'attaquer à l'origine du problème, et de prévoir le démantèlement du réseau avec la suppression de 850 SIP, SIE, SPF et trésoreries d'ici 2018, dont 300 opérations en 2015.

En conclusion, nous rappellerons que pour **Force Ouvrière** le service public de proximité est un fondement de la République.

C'est pourquoi **FO DGFIP 54** continuera de défendre et promouvoir le service public républicain, qui répond le mieux possible aux valeurs républicaines et aux besoins des citoyens-usagers.

**Pour FO DGFIP 54, il n'y a pas de République sans service public et il n'y a pas de service public sans agents du service public !**